

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS

Service Foncier et Environnement
162 avenue du Haut Lévêque
cedex 08
33600 Pessac

Références : ED/UbD40-64B/D2025_
Code AIOT : 0005204707

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS implanté route de Laruns 64260 Rebenacq. L'inspection a été annoncée le 03/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS
- route de Laruns 64260 Rebenacq
- Code AIOT : 0005204707
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Heidelberg Materials France est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n°4707/2025/79 du 21 juillet 2025, une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de premier traitement des matériaux, sur une superficie de 419 180 m², pour un volume total à extraire d'environ 4 millions de m³ (d : 2,5 t/m³), sur une durée de 30 ans. Cette autorisation arrivera à

échéance le 21 juillet 2055.

La production maximale autorisée de la carrière est de 600 000 tonnes par an. Cette carrière est associée à une installation de concassage criblage des matériaux d'une puissance de 1 500 kW et à l'exploitation d'une installation de transit de produits minéraux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,2,1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,2,2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 4,3,1	Demande d'action corrective	2 mois
26	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 6,2,9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
28	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 7,2,3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 1,2,1	Sans objet
2	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 1,2,3	Sans objet
3	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 1,3	Sans objet
4	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 1,4,1	Sans objet
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 1,5,2	Sans objet
6	Comité de suivi de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 1,8,2	Sans objet
9	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,2,4	Sans objet
10	Déboisement et défrichement	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,4,1	Sans objet
11	Rythme de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,5,1	Sans objet
12	Cotes et tonnage d'extraction	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,5,2,1	Sans objet
13	Stabilité des fronts d'extraction	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,5,2,5	Sans objet
14	Étanchéité hydrogéologique	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,5,2,6	Sans objet
15	Apport de déchets inertes et non dangereux extérieurs	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,5,3	Sans objet
16	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,8,2	Sans objet
17	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,8,3	Sans objet
18	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,5,1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
19	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 4,2,1	Sans objet
21	Appareils à pression	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 4,3,2	Sans objet
22	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 5,2,2	Sans objet
23	Retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 5,2,3,4	Sans objet
24	Retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 6	Sans objet
25	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 6,1,1	Sans objet
27	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 6,2,10	Sans objet
29	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 7,3,3	Sans objet
30	Déchets produits	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 8,1,2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est essentiellement portée sur les modifications apportées suite au renouvellement de l'autorisation préfectorale.

Les aménagements pour l'accès à la zone de déchargement des déchets inertes extérieurs devront prendre en compte la vulnérabilité du massif rocheux, largement faillé et la protection de la ressource en eau du captage d'eau potable de l'Oeil du Neez. Le lavage des bennes après l'apport de déchets et avant chargement des camions avec des granulats, devra être réalisé avec un circuit d'eau fermé, complété par un apport en provenance du pompage du ruisseau Houdarnas.

Ces aménagements ne devront pas engendrer de nouvelles nuisances acoustiques, notamment pour les habitations situées au sud de la carrière.

En liaison avec le comité technique pour suivre l'impact hydrogéologique de la carrière avec la ressource de l'Oeil du Neez, il est demandé à l'exploitant de bien identifier les sources contrôlées à l'est du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 1,2,1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par la nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : 2510-1 A : Exploitation de carrière : Production maximale commercialisée : 600 000 t/an 2515-1 E Broyage, concassage, criblage _ Puissance installée de l'installation fixe : 1 000 kW Puissance installée du groupe mobile de concassage-criblage : 300 kW Puissance installée du groupe de chaulage : 200 kW Puissance installée de l'ensemble des machines fixes : 1 500 kW 2517-1 E Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques Superficie de l'aire de transit : 18 000 m ² 2716- NC Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés - Quantité totale maxi 7 tonnes 4734-2 NC Stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitutions Réservoirs

aériens Quantité totale susceptible d'être présente : 7 t de GNR 1435 NC Stations-service : installations, ouvertes ou non au public où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules Volume annuel de carburant distribué : $\leq 300 \text{ m}^3$ de GNR par an
Constats : Aucune installation mobile n'est présente lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 1,2,3
Thème(s) : Situation administrative, Situation de l'établissement
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont situées sur la commune, lieux-dits et parcelles suivants : Le plan de situation et le plan parcellaire sont joints en annexes 1 et 2 du présent arrêté. La partie ouest de la demande d'extension sur la parcelle 562p, n'est pas autorisée pour les travaux d'extraction. Dans un délai maximum de 10 ans à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet un dossier de porter à connaissance pour la modification du phasage des travaux, de la remise en état et du montant des garanties financières relatif à la réduction du périmètre d'extraction.
Constats : En raison de la réduction du périmètre autorisé à l'extraction, il est rappelé à l'exploitant que le dossier de porter à connaissance, prévu avant la fin de la seconde phase, devra comporter les plans de modification du phasage des travaux, des garanties financières ainsi que les surfaces à prendre en compte pour les phases suivantes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 1,3
Thème(s) : Situation administrative, Conformité
Prescription contrôlée : 1.3.1 -Conformité Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. 1.3.2 - Récolement L'exploitant doit procéder, dans un délai d'un an après la notification du présent arrêté, au récolement des prescriptions réglementant ses installations. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes. Ce récolement, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, doit être accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, et transmis à l'inspecteur des installations classées. L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation.

Constats : Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de procéder, avant le 21 juillet 2026, au récolement des prescriptions réglementant ses installations et de le transmettre à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 1,4,1
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation. La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé à l'article doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation. La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée 6 mois au moins avant la fin de l'autorisation. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. La demande de prolongation ou de renouvellement est adressée au préfet deux ans au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.
Constats : L'autorisation est accordée jusqu'au 21 juillet 2055.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 1,5,2
Thème(s) : Situation administrative, Établissement des garanties financières
Prescription contrôlée : Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.
Constats : L'acte de cautionnement transmis en préfecture est valide jusqu'au 30 juillet 2030.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Comité de suivi de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 1,8,2
Thème(s) : Situation administrative, Comité de suivi de l'environnement
Prescription contrôlée : Un comité de suivi de l'environnement est mis en place par l'exploitant qui en assure la gestion. Il est composé : de représentants de la commune de Rébénacq ; de représentants de l'exploitant ; de représentants des administrations publiques concernées si nécessaire ;

<p>de représentants d'associations de protection de l'environnement concernées ; des riverains au site, non représentés par une association.</p> <p>L'exploitant présente notamment à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions de son dossier initial et les dispositions réglementaires du présent arrêté.</p> <p>Le comité de suivi définit ses conditions de travail et se réunit au moins une fois par an. Durant les six premiers mois de l'autorisation, ce comité de suivi se réunira mensuellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Comité de Suivi de l'Environnement est en place, dénommé "CLCS" par l'exploitant.</p> <p>La première réunion a eu lieu le 3 décembre 2025.</p> <p>En raison de l'absence de travaux de défrichement et de décapage, la prochaine réunion est prévue en juin 2026. Il est prévu également 3 autres réunions, durant la phase des travaux en partie sommitale, septembre, octobre et novembre 2026.</p> <p>En outre, en liaison avec la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées, l'exploitant nous informe mettre en place un comité technique pour le 1er semestre 2026, afin de mesurer et suivre l'impact de la carrière sur les circulations d'eau souterraine.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Aménagements préliminaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,2,1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Information du public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le panneau d'identité à l'entrée du site est présent. L'exploitant signale avoir commandé la correction des informations qui y sont reportées.</p> <p>Cette correction est prévue pour le mois de décembre 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'apporter les corrections nécessaires au panneau d'identité à l'entrée du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Aménagements préliminaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,2,2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bornage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> des bornes matérialisant les sommets du polygone nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation ; des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état ; des bornes de positionnement des limites de l'extraction. <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de re-</p>

mise en état du site. L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert II étendu.
Constats : L'exploitant nous informe avoir lancé la phase contradictoire du bornage de l'extension du périmètre d'autorisation, afin de pouvoir placer les bornes en décembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection des installations classées, la copie du plan de bornage mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,2,4
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la voie publique
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Le raccordement entre la RD934 et la route d'accès privée comprend un tourne à gauche et un dégagement à droite en accord avec le Conseil Départemental 64. Le raccordement est stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement. La voie d'accès privée est revêtue sur une longueur d'environ 800 mètres pour éviter tout entraînement de boues ou poussières sur la chaussée de la RD934.
Constats : L'exploitant nous informe avoir programmé des travaux de remise en état de la voirie d'accès.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déboisement et défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,4,1
Thème(s) : Risques chroniques, Déboisement et défrichement
Prescription contrôlée : Sans préjudice de la législation en vigueur et des dispositions de l'article , le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation. Le défrichement est réalisé entre septembre et novembre, en dehors des périodes de forte sensibilité pour la faune. Préalablement à chaque campagne de défrichement, un écologue effectue un diagnostic des habitats potentiels pour les chiroptères et insectes saproxyliques, dont notamment le Grand capri-corne. Des mesures de préservation de cette faune doivent être mises en place selon les besoins.
Constats : L'exploitant nous informe que les opérations de déboisement et de défrichement ne commenceront qu'en septembre 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rythme de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,5,1
Thème(s) : Risques chroniques, Rythme de fonctionnement
Prescription contrôlée : Les horaires de fonctionnement hors jours fériés sont : du lundi au vendredi, de 7 h à 17 h 15. En cas de besoin ponctuel, les horaires peuvent être étendus : du lundi au vendredi, de 6 h 30 à 22 h, samedi de 8 h à 17 h. Aucune activité n'est autorisée les dimanches et jours fériés.
Constats : Les horaires de fonctionnement sont inclus dans la période autorisée : <ul style="list-style-type: none">• du lundi au vendredi sauf jours fériés• 7h - 12 h et 13h - 17h
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Cotes et tonnage d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,5,2,1
Thème(s) : Risques accidentels, Cotes et tonnage d'extraction
Prescription contrôlée : La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à + 325 m NGF. La cote minimale d'extraction des parcelles 742, 753, 754, et 755, est limitée à + 408 m NGF. Les eaux de ruissellement de ces parcelles sont drainées vers le fond de la fouille d'extraction. Le tonnage maximum annuel à extraire est de 600 000 t. Le volume total de calcaire à extraire est de 4 050 000 m ³ . Le volume total de stériles à extraire est de 1 710 000 m ³ , valorisable entre 38 et 78 %. Le volume de terre de découverte à conserver sur le site de 25 000 m ³ . La densité du gisement est de 2,25 t/m ³ .
Constats : La cote minimale d'extraction actuelle est de 355 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Stabilité des fronts d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,5,2,5
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des fronts d'extraction
Prescription contrôlée : Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. L'exploitant met en place une surveillance périodique de la stabilité de l'ensemble des fronts de taille. Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées, portant sur les instabilités d'ensemble du massif, les instabilités de blocs et les instabilités liées aux circulations des eaux souterraines et météoriques. Toute anomalie constatée, doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a mis en place un suivi interne avec une périodicité de 3 mois.

Le bilan annuel 2025 des suivis a été transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Étanchéité hydrogéologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,5,2,6
Thème(s) : Risques accidentels, Étanchéité hydrogéologique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avec l'appui d'un hydrogéologue, l'exploitant met en place un suivi périodique du massif rocheux entre la zone d'extraction et l'Oeil du Neez, permettant d'analyser les effets de l'avancement des travaux sur l'étanchéité entre la zone d'infiltration de la carrière et les eaux souterraines alimentant le bassin d'alimentation de l'Oeil du Neez. Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées et à la délégation départementale de l'ARS 64.</p> <p>Toute anomalie constatée, ou toute faille ouverte dans le secteur ouest de l'exploitation doit faire l'objet d'une vérification par l'hydrogéologue en charge du suivi et être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce suivi hydrogéologique sera mis en place selon les préconisations du comité technique mentionné au point de contrôle n° 6.</p> <p>À ce jour l'exploitant continue le suivi précédemment mis en place.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il devra établir et transmettre un bilan annuel à l'inspection des installations classées et à l'ARS pour juillet 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Apport de déchets inertes et non dangereux extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,5,3
Thème(s) : Risques chroniques, Apport de déchets inertes et non dangereux extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'apport et le stockage de déchets inertes et non dangereux est géré selon les dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Les matériaux extérieurs sont préalablement triés de manière à garantir uniquement l'admission des terres et cailloux (codes déchets : 17 05 04 et 20 02 02), tout autre déchet extérieur est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas encore préparé le site pour recevoir des déchets inertes extérieurs.</p> <p>Une piste d'accès doit être aménagée, une aire de lavage des bennes avec bassins de décantation et mise en place d'un recyclage des eaux de lavage. Ces aménagements doivent prendre en compte la protection des eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,8,2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; les clôtures et panneaux de signalisation ; les bornes visées à l'article ; les bords de la fouille ; les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; les zones remises en état ; les pistes et voies de circulation ; les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte ; les installations de toute nature (bascule, locaux, ravitaillement, installations de traitement ...) ; les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'art. ; la position des éléments de surface visés à l'art. 1.2.4.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...).</p> <p>Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes, est transmise chaque année à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation a été mis à jour le 24 novembre 2025, et remis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Plan de gestion des déchets d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,8,3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de gestion des déchets d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la procédure d'échantillonnage adoptée pour la caractérisation des déchets conformément à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ; la caractérisation des déchets conformément à l'annexe I susmentionnée, accompagnée des vérifications de conformité décrites en annexe II de l'arrêté du 19 avril 2010 susmentionné ; une estimation des quantités totales de déchets d'extraction et de traitement qui seront stockées et produites durant la période d'exploitation ; la description des modes d'extraction et des procédés de traitement générant ces déchets une analyse des solutions, compte tenu des techniques existantes à un coût économiquement acceptable, pour la gestion des déchets (présentation et justification des filières retenues) ; les lieux d'implantations des installations de gestion des déchets ; une analyse des risques selon la méthodologie définie à l'annexe VII point 1 de l'arrêté du 19 avril 2010 susmentionné ; la description des mesures techniques (choix des modalités de stockage sur la base de calculs de résistance notamment) et des mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et les effets des phénomènes dangereux (y compris les effets du lessivage des stockages de déchets lors des crues) et à agir sur leur cinétique ; les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et celles prévues en vue de ré-

<p>duire la pollution de l'air et du sol pendant l'exploitation et après la fermeture ;</p> <p>les procédures de contrôle et de surveillance, tout au long de la vie de l'installation ;</p> <p>une étude de l'état du terrain susceptible de subir des dommages dus à l'installation des gestions des déchets ;</p> <p>en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</p> <p>une étude géologique, hydrologique et hydrogéologique validant le choix d'emplacement des aires de stockage de déchets ;</p> <p>le bilan hydrique prévu à l'article 24 de l'arrêté du 19 avril 2010 susmentionné ;</p> <p>le plan proposé en ce qui concerne la fermeture, y compris la remise en état, les procédures de suivi et de surveillance après fermeture.</p> <p>Le plan de gestion des déchets permet de déterminer si les installations de gestion de déchets présentent un risque majeur et doivent à ce titre être classées en catégorie A au sens de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 susmentionné.</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction est celui du dossier de demande d'autorisation environnementale de 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Déclaration et rapport

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,5,1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Déclaration et rapport</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est informé que suite au décret n° 2025-804 du 11 août 2025, la déclaration d'incident ou accident devra se faire par voie dématérialisée à compter du 1er janvier 2026, sur le site Internet https://entreprendre.service-public.fr</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Moyen de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 4,2,1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Une réserve d'eau d'au moins 240 m³, ou un dispositif équivalent validé par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, doit être implantée à moins de 200 mètres des réservoirs de carburant et des installations de traitement. Cet équipement doit disposer d'une aire d'aspiration conformément aux caractéristiques techniques des plateformes d'aspiration des engins de secours du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie afin de permettre aux services de secours de disposer d'une ressource en eau accessible en cas de feu.</p> <p>L'exploitant doit prendre contact avec le SDIS 64 pour valider ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs ont été vérifiés le 7 avril 2025 par DESAUTEL.</p> <p>Une formation à la mise en œuvre des moyens d'extinctions a été réalisée en décembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 4,3,1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques ont été vérifiées par DEKRA du 18 au 20 mars 2025.</p> <p>Le rapport de vérification indique que des équipements n'ont pu être vérifiés.</p> <p>Le rapport ne présente aucune annotation sur la levée des observations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'indiquer sur le rapport de contrôle, pour chaque observation, si elle a été levée, la date et par qui.</p> <p>De plus, il est demandé à l'exploitant de prendre contact avec son organisme de contrôle pour mettre en place les moyens afin de réaliser la totalité de la vérification périodique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 21 : Appareils à pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 4,3,2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant</p>

que ses appareils à pression de gaz en service sont exploités conformément aux règles en vigueur
Constats : Le réservoir d'air comprimé de 500 litres, utilisé pour les installations de traitement a été remplacé en 2025. Le réservoir d'air du compresseur de l'atelier doit passer une visite périodique pour la fin d'année 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 5,2,2
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions captées
Prescription contrôlée : Les rejets d'air captés des installations sont dépoussiérés. Ils sont autant que possible canalisés. Dans un tel cas, le rejet est alors dirigé à l'extérieur des bâtiments. Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm ³ apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont mis à la disposition des inspecteurs des installations classées.
Constats : Le rejet du dispositif de filtration des poussières sur les installations de traitement a été vérifié par DEKRA le 15 mai 2025. Les résultats sont inférieurs à la VLE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Retombées de poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 5,2,3,4
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel des retombées atmosphérique
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : Le bilan de l'année 2024 pour les retombées de poussières dans l'environnement a été transmis à l'inspection des installations classées. Les résultats sont nettement inférieurs à l'objectif national de 500 mg/m ² /jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Retombées de poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants. Un plan daté des réseaux d'alimentation, de collecte et des rejets est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Ce plan doit faire apparaître

les secteurs collectés, les branchements, les regards, les postes de relevage, etc. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan des réseaux enterrés. Un plan des réseaux sous format papier a été remis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 6,1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnement en eaux
Prescription contrôlée : L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. Les eaux utilisées sur le site proviennent : du réseau public de distribution d'eau potable ; du pompage des eaux pluviales avec appoint depuis le ruisseau Le Houndarnas. Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'établissement, ainsi que de projets concernant la réduction des consommations d'eau, devra être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées. Chaque année l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées ses consommations d'eau de l'année précédente : eau à usage industriel et eau du réseau public d'eau potable. 6.1.1.1 - Usages domestiques L'eau utilisée dans l'établissement pour les usages domestiques provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable. Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installées afin d'isoler les eaux et d'éviter des retours dans le réseau d'eau publique. 6.1.1.2 Usages industriels Le lavage des matériaux n'est pas autorisé sur le site. L'eau nécessaire pour les usages industriels : arrosage des pistes, des granulats, nettoyage des véhicules et des installations, etc, provient du circuit de pompage des eaux pluviales et du réseau public de distribution d'eau potable.
Constats : Pour l'année 2024, la consommation d'eau a été de : <ul style="list-style-type: none"> • 4 751 m³ pour le pompage dans le ruisseau Houndarnas • 59 m³ sur le réseau AEP
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Rejets des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 6,2,9
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée :

L'exploitant assure un contrôle trimestriel de la qualité des eaux souterraine

1 : Puits de contrôle PZ1 - parcelle 919B

- X : 423 025
- Y : 6233 739
- Z : 308,94

2 : Puits de contrôle PZ2 - parcelle 921B

- X : 423 047
- Y : 6233 670
- Z : 313,66

3 : Source A - parcelle 763B

- X : 423 124
- Y : 6233 635
- Z : 352

4 : Source B - parcelle 559B

- X : 423 065
- Y : 6233 903
- Z : 345

5 : Source C - parcelle 71A

- X : 422 978
- Y : 6233 809
- Z : 304,5

Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadénassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site. Pour les piézomètres et les sources situés en dehors du site, une convention relative aux conditions d'accès et de réalisation des prélèvements doit être établie. Cette convention est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chaque trimestre, des relevés du niveau piézométrique sont réalisés.

Les analyses portent sur les paramètres définis ci-après :

- PH - Trimestrielle
- Température - Trimestrielle
- Matières en suspension totales (MEST) - Trimestrielle
- Conductivité en $\mu\text{S}/\text{cm}$ - Trimestrielle
- DCO en mg/l - Trimestrielle
- Hydrocarbures en mg/l - Trimestrielle
- HAP en $\mu\text{g}/\text{l}$ - Trimestrielle
- Hauteur du niveau piézométrique en m NGF - Trimestrielle

Les contrôles (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées..

Les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télé-déclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF) prévu à cet effet.

Si des résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines ou une variation anormale des paramètres suivis, l'exploitant informe immédiatement, l'inspection des installations classées, l'ARS 64, le gestionnaire du captage d'eau potable de l'Oeil du Neez et le Maire de Rébénacq. L'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine de cette pollution ou variation constatée. Il informe l'inspection des installations classées, l'ARS 64, le gestionnaire du captage d'eau potable de l'Oeil du Neez et le Maire de Rébénacq, du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

6.2.9.1 - Suivi complémentaire

Dès que l'extraction atteint la cote 325 m NGF, un piézomètre de contrôle temporaire, nommé PZ3 sera réalisé. Cet ouvrage sera instrumenté pour assurer un suivi en continu des variations du

niveau piézométrique.
Constats : Le positionnement des 2 piézomètres ne pose aucun problème. Le positionnement des points de mesures des 3 sources n'est pas clairement connu de l'exploitant ni facile d'accès, de nombreux ruissellements sont présents autour de ces sources.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de remettre en état l'accès aux 3 sources et de fournir une fiche indicative précise de chacune d'elle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 27 : Rejets des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 6,2,10
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission et analyse des résultats
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures, analyses et contrôles imposés ci-avant. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, de l'évolution des paramètres et de la situation au regard des différents paramètres réglementaires. En tant que de besoin, l'exploitant accompagne ce bilan d'un descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Ce bilan est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante. En fonction des résultats obtenus et de leur évolution, de la démarche de restauration de la qualité écologique du Saleys, l'inspection des installations classées pourra modifier la fréquence et la nature des prélèvements ainsi que les seuils de rejets.
Constats : L'exploitant devra établir et transmettre à l'inspection des installations classées avant le 31 mars 2026, le bilan annuel des impacts sur les rejets et sur les eaux souterraines de l'année 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 7,2,3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence
Prescription contrôlée : Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont réalisées tous les trois ans. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. L'ensemble des résultats est transmis à l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection, accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

<p>Constats :</p> <p>Les mesures de bruits ont été réalisées le 5 juin 2025 par AGEOX.</p> <p>Ce contrôle indique que les points de mesures ZER 3 et ZER 4 ont une émergence au-dessus de l'émergence maximale en restant toutefois dans la limite de + 2 dB ou l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif aux bruits des ICPE, indique que la conformité ou la non-conformité des émissions sonores ne peut être tirée.</p> <p>À noter que la ZER 4 correspond au Château de Balagué qui n'est pas habité, et la ZER 3 correspond aux habitations du lieu dit Bouchet.</p> <p>Les résultats des mesures en ZER 1 (bourg de Rébénacq) et ZER 2 (Pédeucoig), respectent le seuil d'émergence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Notamment pour les habitations du lieu dit Boucher, il est demandé à l'exploitant d'engager une analyse de ces résultats et de mettre en place, si besoin, un plan de réduction des nuisances sonores.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 29 : Vibrations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 7,3,3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des vibrations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression.</p> <p>La station de mesure des vibrations sera défini selon la localisation et l'orientation du tir ainsi que la réponse du massif rocheux à la propagation des vibrations. Les stations de mesures régulièrement contrôlées sont définies à l'annexe 7.</p> <p>Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Une copie de ce registre est transmise mensuellement à l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de plaintes, des mesures complémentaires de la surpression aérienne, couplées aux mesures de vibrations pourront être demandées par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi des mesures de vibrations transmises mensuellement, ne présente aucune valeur supérieure aux limites maximales autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 30 : Déchets produits

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 8,1,2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.</p> <p>Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>

Constats :

Les déchets dangereux produits par l'exploitation sont éliminés par des filières autorisées avec une traçabilité sur l'application Trackdéchets.

Les déchets d'emballage des produits explosifs sont intégralement repris par le fournisseur Titanobel.

L'exploitant a mis en place le tri et la traçabilité pour les déchets dits 6-8 flux.

Il est rappelé à l'exploitant que l'apport des déchets inertes sur le site devra répondre aux exigences de traçabilité de la réception et du stockage des déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite